

Les ex-salariés de GM & S et les LSI (La Souterraine Industrie, nouveau nom de l'usine GM & S depuis sa restructuration) ont écrit aux maires des communes de l'Indre. Objectif : que ces élus joignent leur proposition de loi aux contributions du Grand débat national. Cette proposition vise à encadrer les relations entre donneurs d'ordre industriels et sous-traitants.